Motion adoptée le 27 novembre 2022

NON A LA CRIMINALISATION DE LA PAUVRETÉ

La France compte plus de 9,3 millions de pauvres, soit 14,7% de la population, particulièrement exposés à l'aggravation de leur précarité en raison de la crise économique. Et pourtant, la politique de lutte contre la pauvreté est en déclin sérieux.

Elle compte aussi 4 millions de mal ou non logés, 2 millions de demandeurs de HLM, 77 000 ménages DALO en attente de logement. On sait que les charges fixes ne cessent d'augmenter, que pour beaucoup de locataires, les fins de mois sont impossibles à résoudre. Et pourtant, les pouvoirs publics ont réduit ces dernières années de 15 milliards d'euros et vont réduire encore de 1,2 milliards d'euros leur concours financier aux logements sociaux, notamment par la réduction des APL. Ils ont au surplus réduit les droits des chômeurs alors que ces services dysfonctionnent très souvent en réduisant brutalement les ressources des accidentés de la vie.

En même temps, la pénalisation des plus pauvres ne cesse de s'accroître : généralisation des AFD (amendes forfaitaires délictuelles) touchant les plus pauvres et les plus précaires, volonté de punir les locataires accidentés de la vie qui ne se plieraient pas spontanément à une décision d'expulsion et les sans-abri qui faute de solution de logement deviennent des squatteurs dans des lieux inoccupés de longue date.

Par ailleurs, ces textes portent gravement atteinte aux pouvoirs constitutionnels des juges notamment en leur interdisant de vérifier la créance locative et d'accorder d'office des délais aux locataires en grande difficulté.

Le SM réuni en congrès, soucieux de sauvegarder la mission constitutionnelle des magistrats de garants des libertés et de protecteurs des plus vulnérables, s'oppose à l'adoption de ces textes.